

Nouvelles locales des mercredi 04 et jeudi 05 février 2015

@rib News, 05/02/2015 ĩ Politique - Au moment oŃ¹ le Burundi a cŃŃbrŃ, ce jeudi, le 24^eme anniversaire de la charte de lŃunitŃ nationale (photo), le prŃsident de la RŃpublique a saluŃ le fait que cette cŃŃbrŃation intervient au moment oŃ la CVR a dŃjŃ mise en place et commencŃ ses travaux. Pierre Nkurunziza estime que la vŃritŃ est Ń la base dŃ une paix durable qui est elle-mŃme synonyme de dŃveloppement intŃgrŃ. Il a ainsi demandŃ Ń toute personne de travailler de militer pour la vŃritŃ concernant ce qui sŃest passŃ au Burundi afin que la paix sŃinstalle dŃfinitivement.

Il a Ńgalement fustigŃ ceux qui ont attaquŃ le pays au mois de dŃcembre dernier estimant quŃils ne savaient pas que les Burundais ne veulent plus la guerre. Au moment oŃ¹ les enquŃtes montrent que ce sont des Burundais qui ont attaquŃ le pays, il demande que Dieu leur pardonne puisquŃils ne savent pas ce quŃils font. Il atteste quŃil nŃaura plus de Burundi si lŃunion actuellement en vigueur persiste et assure que le peuple burundais veut lŃunitŃ, la paix, le dŃveloppement et la dŃmocratie et rien dŃautre. Tout en dŃplorant les morts, il fustige encore une fois ceux qui ont entraŃnŃ les Burundais dans la guerre et promet le pardon et la rŃinsertion sociale pour ceux qui sont encore en vie et qui restent cachŃs et leur demande de se rendre avant la fin de ce mois de fŃvrier. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr/rtnb]Ń - Le ministre de lŃIntŃrieur a pris acte de lŃexistence de lŃADC-Ikibiri comme une coalition des partis politiques de lŃBurundi reconnue au Burundi. Cette coalition est initialement composŃe de 4 partis politiques CNDD, le FEDS le FRODEBU et SONOVI. Alors que cette coalition comptait initialement une dizaine de partis politiques, le prŃsident de cette alliance affirme que les autres partis vont continuer Ń y adhŃrer. LŃonco Ngendakumana trouve que ce retard est dŃ aux conditions dures posŃes par le ministre de lŃIntŃrieur qui ont fait que certains partis nŃaient pas rŃuni toutes les conditions Ń temps. Selon lui, lŃessentiel est que cette coalition soit reconnue par la loi et ajoute que les autres vont sŃajouter incessamment. Le parti MSD fait savoir quŃil fait partie de lŃADC-Ikibiri Ń part entiŃre. Selon le porte-parole de ce parti y a seulement eu une lenteur administrative et nŃont pas pu prŃsenter Ń temps toutes les piŃces exigŃes. FranŃois Nyamoya ajoute que dans les plus brefs dŃlais, ce parti sera ajoutŃ Ń la liste dŃjŃ approuvŃe par le ministŃre puisque nŃcessaire a ŃtŃ transmis ce mercredi. [rtnb/bonesha/rpa/isanganiro/rtr]Ń - La coalition RANAC non encore agrŃŃ trouve que cet acte du ministre de lŃIntŃrieur ne vise quŃperturber le processus de rŃunification des partis politiques. Selon Evariste Ngayimpenda, accepter 4 partis politiques au lieu dŃune dizaine que comptait lŃADC-Ikibiri nŃest quŃun vouloir empŃcher ou faire obstacle Ń une rŃunification de certains partis politiques. Il voit ainsi que cela ne va rien donner sur le plan politique et trouve par ailleurs que cela vient pour confirmer la thŃse selon laquelle le ministre Nduwimana ne veut pas entendre parler de la rŃunification entre les partis politiques dŃchirŃs.

[bonesha/rpa/isanganiro/rtr]Ń - Le parti Uprona dirigŃ par Charles Nditije demande au prŃsident de lŃAssemblŃe Nationale de ne pas donner suite Ń une lettre Ńcrite par le camp Concilie Nibigira pour demander la radiation du dŃputŃ Charles Nditije de la liste des parlementaires de ce parti. En effet, le camp Concilie Nibigira estime que le dŃputŃ Charles Nditije a dŃmissionnŃ du parti Uprona. Il lŃaccuse aussi de sŃallier avec dŃautres partis politiques dans le prŃparer aux Ńlections de 2015. Enfin, il lŃaccuse de signer des documents ou des correspondances au nom du parti Uprona alors quŃil nŃen a pas les prŃrogatives. Le professeur Evariste Ngayimpenda estime que ces accusations ne sont pas fondŃes en droit et estime que si le prŃsident de lŃAssemblŃe nationale donnerait suite favorable Ń Concilie Nibigira, cela engendrerait plus de problŃmes. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr]Ń - Le ministre de lŃIntŃrieur vient dŃadresser une correspondance Ń Rwsa Agathon pour lui interdire lŃutilisation des insignes du parti FNL alors quŃil nŃest pas membre. Il lui annonce que Jacques Bigirimana a portŃ plainte contre lui pour que le ministre agisse dans ce sens. Suite Ń cette correspondance, Rwsa Agathon voit quant Ń lui quŃil sŃagit dŃune entente entre Jacques Bigirimana et Evariste Nduwimana puisquŃil nŃa jamais ŃtŃ informŃ de cette plainte. De plus, il fait savoir quŃil nŃutilise pas les insignes puisquŃil ne connaŃt mŃme pas ceux utilisŃs par Jacques Bigirimana. Il demande ainsi que cette correspondance ne soit pas une source de mŃsentente puisque ce quŃelle interdit nŃest pas appliquŃe et que cela nŃest quŃun moyen pour ne pas la rŃunification du parti FNL. [bonesha/rpa]Ń - Suite aux arrestations en cascade un peu partout dans le pays des membres du FNL fidŃles Ń Rwsa Agathon, ce dernier trouve quŃil est inquiet quant ce phŃnomŃne refait surface et surtout Ń lŃapproche des Ńlections. Selon Rwsa Agathon, le plan "SAFISHA" semble Ńtre remis en marche aprŃs quŃil ait ŃtŃ dŃnoncŃ par les dŃfenseurs des droits de lŃHomme. Il trouve que ceux qui ont dŃjŃ ŃtŃ que les autres vies devraient Ńtre ŃpargnŃes. Il demande ainsi que ses membres soient libŃrŃs pour quŃils continuent leurs activitŃs politiques. [bonesha/rpa/rtr]Ń ĩ SŃcuritŃ - Le LycŃe "The Love" de Gasenyi tenu par une mission adventiste dans la commune de Buganda en province Cibitoke a ŃtŃ attaquŃ la nuit de ce mardi Ń mercredi par une vingtaine de personnes armŃes de fusils. Selon des sources sur place, il Ńtait vers 1h du matin quand ce groupe a fait irruption dans le dortoir pour garŃŃ et a commencŃ Ń exiger de lŃargent, des tŃlŃphones portables, des habits et autre objet de valeur dont deux matelas. Les ŃlŃves se sont exŃcutŃs et le groupe est restŃ sur les lieux pendant plus dŃune heure. Les malfrats ont dit aux ŃlŃves quŃils venaient rŃcupŃer ces biens et ont mŃme ajoutŃ quŃils devaient revenir dŃun moment Ń lŃautre. Alors que les ŃlŃves pensent que ce groupe serait liŃ avec celui qui a attaquŃ la commune de Cibitoke au mois de dŃcembre dernier, la direction de lŃŃcole estime quant Ń elle quŃil sŃagit dŃun banditisme simple. Tous demandent que la sŃcuritŃ de cette Ńcole soit assurŃe. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr/rtnb]Ń ĩ Justice - Le Tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura a dŃcidŃ ce mercredi le maintien en prison du directeur de la RPA. AprŃs une audience en chambre de conseil tenue ce mardi, les juges ont estimŃ que Bob Rugurika doit rester en prison pour faciliter le travail de la justice en ce qui est de la recherche de la vŃritŃ sur le massacre de trois soeurs italiennes de la congrŃgation xavŃrienne. Le siŃge a estimŃ quŃune libŃration permettrait une consultation frauduleuse des suspects. Selon les avocats de la dŃfense, cette dŃcision est dŃplorabile dans la mesure oŃ¹ elle nŃest appuyŃe sur aucune base lŃgale mais plutŃt est basŃe sur des considŃrations dŃordre subjectif. Selon MaŃtre Lambert Ndirakobuca, est impensable de dire quŃune libŃration de Bob Rugurika permettrait une consultation frauduleuse des suspects alors quŃil nŃest quŃun seul. Il trouve que cette dŃcision prouve Ń suffisance que les juges burundais ne sont pas

indépendants dans leurs actions et précise qu'ils vont, dans les meilleurs délais, saisir cour d'appel. Selon lui, les juges de cette cour diront et liront le droit et libéreront le directeur de la RPA. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb] - L'Union Burundaise des Journalistes (UBJ) se dit surprise par la décision de la chambre de conseil du tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura concernant le directeur de la RPA. Selon le président de cette organisation professionnelle des journalistes, c'est une décision décevante et honteuse pour le pays, laquelle décision est un signe que la justice burundaise est loin de prendre ses racines au pays. Alexandre Niyungeko fait savoir qu'ils ne cesseront pas pour autant à réclamer la libération de Bob Rugurika ainsi que la vérité sur l'assassinat des trois soeurs de la paroisse Kamenge. Ceux qui les ont tués doivent être traduits devant la justice. Il estime que tôt ou tard, ceux qui prennent des décisions en cachette vont être connus et la justice va leur tomber dessus. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]